

Signalé <input type="checkbox"/>	DZ	DA	DM	AD	CM	CMSE	US	SMRE	SAP	SH	SCTC	STAC	STCS	STE
DDTM13														
Chrono DCR														
Pc attribution														
Relation avec														
Pour info														
Observations :														

**AGRICULTEURS
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
BOUCHES-DU-RHÔNE

M. Le Directeur
DDTM des Bouches-du-Rhône
16 rue Antoine Zattara
13332 MARSEILLE CEDEX 3

Le 05 AVR. 2019

Service Urbanisme / Pôle Risques Naturels

A l'attention de M. Clément GASTAUD et M. Marc RAPA

Maison des agriculteurs
22 avenue Henri Pontier
13426 AIX-EN-PROVENCE Cedex 1
Tél : 04.42.23.06.11
Fax : 04.42.63.16.98
www.agri13.fr
la meilleure adresse du terroir

Aix-en-Provence, le 27 mars 2019

N/Réf : CM/CN
N° : 357

Objet : Avis Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône – consultation des POA – Projet de PPRI de la Destrousse

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associés, j'ai l'honneur de vous faire part de l'avis de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sur le projet de PPRI de La Destrousse.

L'analyse des éléments transmis, les nombreux échanges entre nos services lors de l'élaboration des PPRI Huveaune permettant de faire converger prise en compte du risque inondation et activité agricole, et la superposition des zonages réglementaires et des secteurs d'activités agricoles, nous amènent à vous faire part de la remarque ci-après.

Compte tenu de la contrainte que représente pour l'agriculture l'impossibilité de constructions dans les zones d'aléa fort, nous souhaiterions que soit rendue possible la construction de bâti fonctionnel avec premier plancher aménagé au-dessus de la crue de référence, lorsque les vitesses y sont faibles (<0,5 m/s).

Pour cette raison la Chambre d'agriculture émet un avis réservé à la prise en compte de cette demande sur le projet de PPRI de La Destrousse.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur, mes respectueuses salutations.

Le Président,

Patrick LEVEQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 181 300 054 00010
Code TVA Intercommunautaire
FR 28 181 300 054 00010
APE 911A

Patricia SAEZ

Conseillère Départementale
Déléguée aux Ressources Naturelles et Risques
Environnementaux

Marseille, le

29 MARS 2019

DDTM des Bouches-du-Rhône
Monsieur Jean-Philippe D'ISSERNIO
Service Urbanisme
Pôle Risques Naturels
16 rue Antoine ZATTARA
13332 Marseille cedex 3

Objet : Plan de prévention des Risques Naturels Inondation d'Auriol et de La Destrousse

Monsieur le Directeur départemental,

Par courrier du 29 janvier 2018, et en application de l'article R.562-7 du Code de l'Environnement, vous sollicitez l'avis du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône en tant que Personne et Organisme Associé sur deux Plans de Prévention du Risque Inondation (PPRi) :

- Par débordement de l'Huveaune et de ses principaux affluents sur la commune d'Auriol,
- Par débordement du Merlançon et de ses principaux affluents sur la commune de La Destrousse.

Le PPRi est un des outils permettant de réduire l'exposition des personnes et des biens au risque inondation. Aussi c'est avec grande attention et notamment au regard de ses compétences, que l'analyse des documents soumis à consultation a été réalisée par les services du Conseil départemental.

Si ces documents n'appellent pas de remarques fondamentales, le Conseil départemental attire tout particulièrement l'attention sur les points suivants concernant sa compétence «routes» :

- Règles générales applicables aux projets :

Dans les règlements des PPRi, le terme «projet» désigne «tout aménagement, ouvrage, installation, exploitation ou construction nouvelle. Ceci inclut les projets d'intervention sur l'existant tels que les changements de destination, les extensions et les reconstructions». Les projets routiers sont par conséquent soumis aux règles particulières de chaque zonage du PPRi sauf s'il s'agit de modalités s'appliquant uniquement aux constructions. Or, il apparaît que les règles définies pour les infrastructures de transport sont susceptibles d'être bloquantes dans le cas où le gestionnaire de voies serait contraint d'effectuer des réparations provisoires de chaussées et la remise en état des ouvrages.

Les règles de l'article 1 concernant les zones bleu foncé, bleu clair et rouge interdisent «la reconstruction des biens détruits par l'effet d'une crue», en cas de destruction ou dégradation suite à une crue. Ainsi, au regard de sa compétence voirie, le Conseil départemental doit être autorisé explicitement dans les règlements des PPRi, à réaliser tous les travaux d'entretien et de réparation utiles pour remettre les voies en état à l'identique de l'existant, quel que soit le zonage du PPRi.

- Règle particulière concernant les infrastructures de transport des zones bleu foncé, bleu clair et rouge :

«Les infrastructures publiques de transport, y compris les installations, les équipements et les constructions nécessaires à leur fonctionnement, exploitation et entretien, peuvent être autorisées dans le respect des règles du Code de l'Environnement. Les premiers planchers aménagés des constructions doivent être implantés au-dessus de la PHE + 20 cm». Or les dispositifs de signalisation routière (mats de signalisation, signalisation de police et directionnelle, etc...) répondent à des règles d'implantation et de hauteurs normalisées. Ainsi ils ne constituent pas réellement d'obstacle à l'écoulement des eaux en cas de crue. C'est pourquoi, il faut s'assurer que les dispositifs de signalisation routière soient clairement autorisés dans les règlements de projets du PPRi d'Auriol et du PPRi de La Destrousse, du fait des règles spécifiques concernant leurs implantations et hauteurs normalisées.

- Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde :

L'article 2 s'applique aux maîtres d'ouvrages des infrastructures routières publiques (Etat, Département, EPCI), aux gestionnaires de réseaux et services publics. Il demande d'établir, dans un délai de 3 ans, un plan d'alerte et d'intervention, en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours et les autres services compétents de l'Etat, visant la mise en sécurité des usagers des voies publiques. Le caractère réglementaire de cette prescription ne semble pas avéré. Par ailleurs, le fait pour le Département d'établir un tel document sur une petite partie du territoire et sur certains tronçons de route seulement, n'est pas pertinent. La cohérence avec les territoires limitrophes et notamment avec d'autres plans d'alerte, risquerait de n'être pas assurée en cas de crise. Lorsque la route est inondée, elle doit être fermée. Le Département n'est pas tenu de prendre des mesures particulières dans ce cas et c'est le Maire ou le Préfet, si cela impacte plusieurs communes, qui a la charge de prendre des mesures. Seule une réquisition préfectorale du Département dans le cadre d'un plan ORSEC peut l'amener à intervenir dans ce domaine de risque.

En vous remerciant de bien vouloir prendre en compte ces observations, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur départemental, en l'assurance de ma considération distinguée.


Patricia SAEZ